

*L'amende imposée à Microsoft
pour ses liens présumés avec
Cuba renforce le blocus*



OFAC

OFFICE OF FOREIGN ASSETS CONTROL

- [Search OFAC's Sanctions Lists](#)
- [SDN List](#)
- [Additional Sanctions Lists](#)
- [Sanctions FAQs](#)
- [Press Releases](#)
- [OFAC Sanctions Programs](#)
- [Contact OFAC](#)

Having trouble viewing this email? [View it as a Web page.](#)

Settlement Agreement between the U.S. Department of the Treasury's Office of Foreign Assets Control and Microsoft Corporation

The U.S. Department of the Treasury's Office of Foreign Assets Control ("OFAC") today announced a settlement with Microsoft Corporation ("Microsoft"), a multinational technology company headquartered in Redmond, Washington. Microsoft has agreed to remit \$2,980,265.86 to settle its potential civil liability for 1,339 apparent violations of the Cuban Assets Control Regulations, the Iranian Transactions and Sanctions Regulations, the Syrian Sanctions Regulations, and the Ukraine-/Russia-Related Sanctions Regulations involving the exportation of services or software from the United States to comprehensively sanctioned jurisdictions and to Specially Designated Nationals or blocked persons. The settlement amount reflects OFAC's determination that Microsoft's conduct was non-egregious and voluntarily self-disclosed.

For more information, please visit the following [web notice](#).

For more information on this specific action, [please visit our Recent Actions page](#).

To update your preferences or to sign up for additional OFAC email lists, click on the "Manage Preferences" link in the bottom of the email.

Le fait que la société Microsoft paie plus de trois millions de dollars d'amende pour avoir prétendument violé les mesures punitives américaines contre Cuba et d'autres pays montre à quel point le blocus contre l'île est toujours en vigueur aujourd'hui.

Washington, 13 avril (RHC) Le fait que la société Microsoft paie plus de trois millions de dollars d'amende pour avoir prétendument violé les mesures punitives américaines contre Cuba et d'autres pays montre à quel point le blocus contre l'île est toujours en vigueur aujourd'hui.

Les départements du Trésor et du Commerce des États-Unis ont déclaré avoir conclu un accord conjoint avec la multinationale technologique américaine concernant des violations apparentes des règles de contrôle des exportations et des sanctions de Washington.

Selon le premier, la plupart des 1 339 violations présumées - pour lesquelles un total de trois millions 327 896 dollars doivent être payés - impliquaient des entités russes de Crimée figurant sur la liste noire, mais d'autres étaient liées à Cuba, à l'Iran et à la Syrie.

Les violations présumées se sont produites dans le cadre des programmes de distribution et de revente de Microsoft à des tiers, selon l'Office of Foreign Assets Control du Trésor, l'agence américaine chargée de l'application des sanctions.

En outre, les employés de Microsoft prétendument impliqués dans ces fautes sont passibles de mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement, a déclaré un porte-parole de la société cité par le Wall Street Journal.

Loin de remplir l'objectif de mettre les gouvernements à genoux, les sanctions imposées par les États-Unis à d'autres pays causent des dommages et des pertes civiles systématiques, déplorent régulièrement les analystes américains.

C'est ce qui ressort également des déclarations de Janet Yellen, secrétaire au Trésor américain, qui a récemment déclaré que les politiques punitives à l'encontre de l'Iran, par exemple, n'étaient tout simplement pas à la hauteur de leur ambition de promouvoir un changement politique.

Il s'agit d'un aveu assez important, selon une analyse publiée sur le site web du Quincy Institute for Responsible Statecraft, étant donné qu'elle dirige l'agence gouvernementale responsable de l'élaboration et de l'application des régimes de sanctions économiques et commerciales des États-Unis.

Comme le reconnaît le Centre américain de recherche économique et politique, le blocus contre Cuba, qui dure depuis 60 ans, est l'un des plus anciens et des plus stricts de tous les régimes de sanctions mis en œuvre par Washington.

Après un bref assouplissement sous l'administration de Barack Obama (2009-2017), les mesures coercitives ont été durcies et élargies sous Donald Trump (2017-2021), une politique que le président, Joe Biden, maintient pour l'essentiel.

Cuba, pour sa part, ne cesse de dénoncer les effets intimidants et extraterritoriaux du blocus, qui touche même des entités et des citoyens américains.

L'île bénéficie du soutien quasi unanime de la communauté internationale dans sa lutte pour la levée du siège, dont l'objectif est d'infliger des souffrances à son peuple. (Source Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/319591-lamende-imposee-a-microsoft-pour-ses-liens-presumes-avec-cuba-renforce-le-blocus>



Radio Habana Cuba